



Compte rendu
CHSCT du 4 octobre 2022

Évreux, le 4 octobre 2022

Représentants du personnel présents :

<u>Solidaires Finances : 3 sièges de titulaires</u> - Aurélie HERKOUS - Jean-Christian ETIENNE - Benoît COURTAUT	<u>FO : 1 siège de titulaire</u> - Fabien DUBOS <u>CGT : 1 siège de titulaire</u> - Arnaud TALARD - Laurence THOMAS
--	---

Le comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) de l'Eure s'est réuni ce jour.

Après lecture des déclarations liminaires, la Présidente du CHSCT nous a apporté quelques éléments de réponses.

La Présidente du CHSCT nous a indiqué qu'elle n'avait pour l'heure aucune information complémentaire relative à la sobriété énergétique et l'éventuelle obligation de télétravailler, piste actuellement à l'étude par le Ministre de Fonction Publique.

Pour ce qui est de l'isolation thermique des bâtiments, cette dernière nous a répondu que la Direction faisait ce qu'elle pouvait avec le budget alloué.

Elle nous a également dit regretter le manque de médecin du travail mais de préciser que ce n'est pas un sujet propre à notre département ni à notre administration.

Nous sommes ensuite passés à l'ordre du jour.

1) Approbation des PV des 07/10/2021 et 02/03/2022 :

Le procès-verbal du 07/10/2021 a été approuvé à l'unanimité.

Le procès-verbal du 02/03/2022 a été approuvé à l'unanimité après l'ajout d'une précision du Médecin du Travail concernant le point sur la situation sanitaire.

2) Points obligatoires (examen des mentions inscrites au RSST, analyse des accidents de service et maladies professionnelles, fiches de signalement, suivi des avis et propositions du CHSCT) :

Concernant le Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST), quatre fiches sont toujours en cours.

La première concerne la porte sécurisée d'accès au Pôle Gestion Publique (PGP) de la cité administrative. Trop lourde mais également compliquée pour les personnes handicapées, une expertise est en cours pour savoir si cette dernière peut être déplacée ou remplacée par une porte

moins sécurisée.

Deux fiches relatives aux nuisances dues aux remontées de fumées de cigarettes à la cité administrative mais également à Évreux Politzer :

- Pour la cité administrative, une communication auprès des autres administrations va être faite et une signalétique est à l'étude.

- Pour Évreux Politzer, la création d'un abri de type garage à vélo est à l'étude, reste à déterminer son emplacement, une réflexion avec le gestionnaire de site va être menée.

La dernière fiche, concernant les difficultés d'accès et de sortie du site de Louviers, est plus complexe qu'il n'y paraît et va faire l'objet d'une expertise par une entreprise spécialisée.

Le tableau des accidents de service fait état de 2 accidents de type chute de plain-pied dont une probablement due à un manque d'éclairage dans l'escalier menant au cabinet du Médecin du Travail (MT) à la cité administrative. Une demande a été faite à la régisseuse de faire installer un détecteur de présence. L'autre accident n'appelle pas à une action corrective bâtementaire, un malaise pouvant être à l'origine de la chute.

Un accident de trajet est également à déplorer.

Concernant les maladies professionnelles, **Solidaires Finances** a remarqué que les lésions du canal carpien sont récurrentes. L'assistant de prévention (AP) a rappelé fournir l'équipement bureautique adapté à chaque collègue ressentant les premiers symptômes qui en fait la demande.

Deux fiches de signalement ont été transmises depuis le dernier CHSCT. L'une concerne le SIE de Louviers, et l'autre la trésorerie Amendes. **Solidaires Finances** a souligné que les signalements sont récurrents à la trésorerie Amendes. Pour la première des fiches, un courrier à l'usager sera fait, un recours juridique n'étant pas possible tant que les images ou enregistrements audios ne sont pas diffusés. Pour la seconde, il est à l'étude d'installer une vidéo surveillance au guichet ainsi qu'une signalétique rappelant les droits et obligations des usagers. La formation gestion des situations difficiles sera repropoée aux agents de ce service.

Sur le suivi des propositions et avis du CHSCT, **Solidaires Finances** a demandé que les Organisations Syndicales puissent avoir accès aux audits énergétiques, ces derniers nous seront prochainement communiqués.

Concernant l'accessibilité de l'étage du SGC des Andelys pour les personnels à mobilité réduite, un prélèvement amiante doit être effectué avant tous travaux permettant l'installation d'un monte-escalier. Le site nécessite un réaménagement plus global, une remise en état de la salle de réunion et du coin repas pourra être effectuée dans un premier temps et sera proposée dans le programme immobilier 2023 de la DDFIP.

Solidaires Finances a redemandé la présentation en CHSCT du kit accidents de service, cette présentation sera faite au prochain CHSCT.

Solidaires Finances a également demandé où en étaient les demandes du premier Groupe de Travail (GT) sur la traçabilité amiante et qu'un nouveau GT soit convoqué pour suivre l'évolution de ces travaux. La Direction nous a indiqué qu'elle nous proposerait prochainement une nouvelle convocation.

3) Budget :

Il a été décidé de financer des équipements bureautiques sur prescription médicale, la mise à jour des plans d'évacuation et ajout de signalétique sur le site de Politzer avec le reste du budget du CHSCT. La Direction prenant à sa charge l'intervention de l'électricien sur le site de Vernon pour l'aménagement de 2 postes de travail mais également l'achat de 20 bras articulés pour double-écrans.

4) Présentation du dispositif CSA 2023 :

Une présentation du Comité Social d'Administration, amené à remplacer le CTL et le CHSCT, nous a été faite par l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST). Au niveau national, cela revient à augmenter le nombre des instances puisqu'il n'y aura plus de CHSCT multi-directionnel (pour les départements concentrant plusieurs directions relevant du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance) mais uniquement des formations spécialisées mono-directionnelles.

Le rôle de la Secrétaire-Animatrice est amenée à disparaître de cette instance, et aura la nouvelle fonction d'Animatrice de la Politique Ministérielle de la Prévention. Ses futures missions ne sont pas encore clairement définies. Elle sera un soutien aux directions mais ne siègera pas dans les instances. **Solidaires Finances** a demandé qui assurera le rôle du secrétariat à compter du 1^{er} janvier 2023, ce rôle incombant à chaque direction à partir de cette date. La Direction nous a indiqué qu'elle n'avait pas encore pris sa décision. **Solidaires Finances** a rappelé que l'AP était déjà fortement sollicité et ne pourrait pas assurer ces missions en plus de celles qui lui sont déjà attribuées.

Solidaires Finances a demandé si la formation spécialisée du CSA disposera d'un budget dédié comme l'actuel CHSCT afin de continuer à financer des actions en lien avec la santé, l'hygiène et la sécurité au travail. Il nous a été répondu qu'un budget serait maintenu.

Pour l'ISST, cette nouvelle instance, pour notre département, ne changera pas fondamentalement ce que l'on connaît actuellement avec le CTL et le CHSCT.

5) Présentation du suivi individuel en santé au travail :

Le MT nous a présenté les modifications du suivi individuel en santé au travail.

La principale étant le renforcement du rôle de l'infirmière du travail, dans les départements qui en ont une à disposition.

La seconde concerne la périodicité des visites médicales :

- Les visites de première affectation sont désormais obligatoires tout comme les visites de pré-reprises suite à Congé de Longue Durée (CLD), Congé de Longue Maladie (CLM) et Congé de Grave Maladie (CGM).

- Les Surveillances Médicales Particulières liées à l'emploi occupé passe de 1 an à 2 ans, celles liées au handicap peuvent être portées à 4 ans au lieu d'un.

Solidaires Finances a demandé si une infirmière du Travail serait attribuée à notre département du fait de cette réforme. Malheureusement, la réponse est non, notre département ne comptant pas assez d'agent·es. **Solidaires Finances** a rappelé la nécessité de notre département de disposer d'un MT à temps plein. La Présidente du CHSCT nous rejoint sur cette problématique mais malheureusement la pénurie de MT est nationale. **Solidaires Finances** a souligné les difficultés du suivi médical en province. La Présidente nous a indiqué que le Secrétariat Général devrait réfléchir à la quotité de travail des MT en fonction de la désertification médicale d'un

département.

6) Etat d'avancement des travaux à Pont-Audemer :

Les travaux se déroulent conformément au calendrier et les difficultés liées à la téléphonie sont résolues.

Solidaires Finances avait alerté la Direction le 28 juillet dernier pour non-respect du protocole concernant des travaux sur un site amianté. **Solidaires Finances** a souligné la réactivité de la Direction qui a placé les agent-es en autorisation d'absence exceptionnelle (ASA) le temps que des prélèvements complémentaires soient réalisés.

Solidaires Finances a demandé qu'il y ait plus de vigilance dans le choix des entreprises afin de veiller au respect des protocoles et prévoir par exemple des pénalités dans le cahier des charges en cas de non-respect. La Direction nous a indiqué que le dossier était suivi et piloté par le bureau SPIB et qu'elle n'avait aucune visibilité sur ce qui a été décidé par la DGFIP.

La 2^e phase des travaux (désamiantage et réfection du plateau de l'ex-SPF) sera réceptionnée le 14 octobre.

Un déplacement de Monsieur BIGUEY et Madame MADELAINE accompagnés de leurs homologues du 78 au sein du SIE relocalisé est prévu le 14 octobre prochain.

Madame LOPEZ et son homologue du 78, nouvellement nommé, se rendront également sur place prochainement.

Solidaires Finances a profité de ce point « amiante », pour demander où en étaient les travaux de recouvrement de l'amiante à Louviers, la première opération menée étant incomplète et ne donnant pas satisfaction. La Direction nous a indiqué qu'elle devait relancer l'entreprise pour effectuer les derniers travaux. **Solidaires Finances** a demandé si la Direction prévoyait de demander le désamiantage du site à la DGFIP. La Direction nous a répondu avoir demandé le financement du désamiantage du site de Louviers (travaux estimés à 750 000 €) au bureau SPIB et qu'elle est dans l'attente d'une réponse.

7) Points divers :

Solidaires Finances a demandé où en étaient les travaux de recouvrement de l'amiante à Louviers, la première opération menée étant incomplète et ne donnant pas satisfaction. La Direction nous a indiqué qu'elle devait relancer l'entreprise pour effectuer les derniers travaux.

Solidaires Finances a demandé si la Direction prévoyait de demander le désamiantage du site à la DGFIP. La Direction nous a répondu avoir demandé le financement du désamiantage du site de Louviers (travaux estimés à 750 000 €) au bureau SPIB et qu'elle est dans l'attente d'une réponse.

Au sujet de la formation vélo qui était proposée aux agents du département, il semble que cette dernière n'a eu que trop peu d'intéressé-es. En effet, seulement 4 personnes y ont participé à Verneuil, 3 à Évreux, 2 à Vernon et aucune sur les autres sites, la question se pose de renouveler ou non à l'avenir une telle formation.

Concernant la situation sanitaire, le taux d'incidence dans le département est à ce jour de 443 au lieu de 173 début septembre. Il est à noter, qu'à ce jour, il y a eu 250 cas COVID depuis le 1er janvier 2022 et 191 cas-contacts entre le 1er janvier 2022 et le 31 août 2022. **Solidaires Finances** a demandé si la Direction pouvait fournir des auto-tests, notamment pour les agent-es en contact avec le public, le port du masque n'étant plus obligatoire et les cas de contaminations repartant à la hausse. La Direction va étudier notre demande.

La direction a ensuite souhaité nous faire deux points d'informations, le premier relatif à la sobriété énergétique et le second sur le PLF 2023.

Sur la sobriété énergétique évoquée au cours de ce CHSCT, la Présidente nous a indiqué qu'à son sens le ressenti des agent·es avec une température de 19 degrés n'était pas le même d'une personne à une autre, et d'une manière plus générale lors des entre-saisons lorsque le chauffage n'est pas en route. C'est pourquoi la Direction étudie l'éventualité de nous fournir un équipement adapté au froid qui pourrait être un polaire ou un plaid. **Solidaires Finances** a indiqué que si cette mesure était adoptée, cela ne devait pas être un prétexte à des coupures intempestives de chauffage si des tensions au niveau de la fourniture des énergies devaient se faire sentir.

Sur le PLF 2023, rien de plus ni de moins que ce que notre Ministre nous a diffusé par vidéo, à savoir encore 850 suppressions d'emplois l'année prochaine, 3000 sur l'ensemble du quinquennat.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente a levé la séance.

Les représentant·es **Solidaires Finances** au CHSCT de l'Eure.